

ISLAM ET POUVOIR

Quelles perspectives pour l'Iran ?

L'Islam, on le constate tous les jours, est devenu — ou redevenu — une force politique de première grandeur. Marc Bergé précise sa philosophie du pouvoir, tandis que Jacques Ellul déplore l'appel de la conférence de Taef au « *Djihad* », à la guerre sainte. Quant à Farhad Rad-Serecht, il montre les perspectives qui s'ouvrent à l'Iran deux ans après la proclamation de la République islamique, maintenant que se trouve liquidée cette affaire des otages à propos de laquelle Jean Leca répond à Christian Bromberger et Jean-Pierre Digard.

DEUX ans après le renversement de la monarchie, la stabilité du régime révolutionnaire iranien est encore loin d'être assurée. Une lutte acharnée pour la conquête du pouvoir se poursuit à Téhéran entre les différentes composantes du mouvement khomeiniste.

Les analystes occidentaux réduisent trop souvent ces antagonismes à une simple opposition entre fraction « modérée » et fraction radicale ou « intégriste ». Cette interprétation n'est pas entièrement satisfaisante, car elle n'explique pas les causes fondamentales des divergences et la nature irréconciliable des projets politiques. En fait, les rivalités politiques actuelles ne peuvent être dissociées du contexte socio-économique iranien et du cours pris par la révolution de février.

La révolution iranienne a été la résultante d'une triple alliance entre la bourgeoisie du Bazar, les classes moyennes et le sous-prolétariat urbain. Mais cette alliance était d'ordre essentiellement tactique, les intérêts des uns et des autres étant radicalement différents et leurs objectifs irréconciliables.

La bourgeoisie du Bazar, qui avait pleinement profité de l'essor économique, se sentait néanmoins menacée par la concurrence que lui livrait un groupe d'intermédiaires affairistes et véreux, étroitement lié à la monarchie. Ces intermédiaires accaparaient progressivement le commerce d'import-export — source tradi-

par FARHAD
RAD-SERECHT (*)

tionnelle de profit pour la grande bourgeoisie bazarie — et mettaient en place un circuit moderne de distribution qui menaçait de faillite et de prolétarianisation la petite bourgeoisie marchande, numériquement très importante dans les villes.

L'objectif du Bazar, qui finançait la révolution, était donc d'éliminer cette « bourgeoisie » parasitaire et d'accéder au pouvoir politique afin de gérer à son profit la rente pétrolière.

Les classes moyennes auraient connu un essor considérable et une amélioration continue de leur situation économique depuis le début de la décennie 60. Cependant, à partir de 1973, ces couches moyennes seront les principales victimes de l'inflation, qui érode leur pouvoir d'achat, ainsi que de la crise aiguë du logement qui remet en cause leur capacité à accéder à la propriété. A ces faits s'ajoute un sentiment grandissant de frustration résultant de leur absence de participation au pouvoir politique.

Ces catégories sociales — dont est issue l'intelligentsia — revendiquent, pour l'essentiel, une démocratisation de la vie politique, une meilleure distribution des revenus, la lutte contre la corruption des hauts dignitaires du régime et le respect des libertés fondamentales.

Enfin, le déclin accéléré de l'agriculture entraîne un mouvement massif d'exode vers les centres urbains, et en particulier vers Téhéran. Ces « déshérités » s'implantent à la périphérie des villes, vivent dans des conditions extrêmement précaires, en proie à l'insécurité économique et à l'instabilité culturelle et sociale. Il ne faut pas oublier que les premiers mouvements de contestation violente du régime impérial partiront des bidonvilles de Téhéran.

A ces causes structurelles de mécontentement s'ajoutent à partir de 1976 des facteurs d'ordre conjoncturel ; en effet, les mesures adoptées par l'Etat pour enrayer la crise économique consécutive à une baisse des revenus pétroliers pénalisent lourdement ces catégories (lutte contre l'inflation qui se traduit par l'arrestation de plusieurs milliers de commerçants ; blocage des revenus des fonctionnaires ; chômage ; encadrement du crédit).

Qu'est-il advenu de cette alliance ?

Cette coalition hétéroclite, sans projet politique cohérent, unie par le seul désir de renverser la monarchie, ne pourrait survivre à celle-ci. Dès le lendemain de la victoire du mouvement insurrectionnel, les éléments de gauche et l'intelligentsia sont écartés par le clergé et ses alliés laïcs qui s'étaient assurés entre-temps la direction politique du mouvement révolutionnaire. Le suivisme aveugle du Front national — héritier du courant nationaliste et émancipateur du Dr Mossadegh — ne sera pas plus payant. Ses dirigeants portent ainsi une lourde responsabilité. A cet égard, il est pour le moins surprenant que des hommes tels que Bazargan, Bani Sadr et Ghotbzadeh, qui ont avalisé l'éviction des forces progressistes et laïques prétendent aujourd'hui, non sans un certain cynisme, assumer la continuité de la tradition mossadeghiste face aux exactions et à l'arbitraire du clergé.

Le Bazar, par contre, continue à participer au pouvoir et à soutenir le clergé, d'une part par crainte d'un débordement dont la gauche serait la grande bénéficiaire et, d'autre part, dans l'espoir de récupérer les biens nationalisés et confisqués, à la gestion desquels il est d'ailleurs étroitement associé dans le cadre des comités et de la fondation des déshérités. De plus, l'absence de toute entrave (contrôle des prix, fiscalité, etc.) à l'exercice de ses activités commerciales et les transactions en devises sur le marché noir lui procurent des gains importants.

Cependant, la situation se modifie à partir du mois de septembre. La nationalisation partielle du commerce extérieur, le marasme économique (3 à 4 millions de chômeurs ; un taux d'inflation de près de 35 %), l'incapacité du clergé à remettre en marche l'économie (qui fonctionne au tiers de sa capacité), la guerre avec l'Irak, finissent par mécontenter le Bazar, qui adopte désormais une position critique vis-à-vis de la fraction dominante du courant khomeiniste.

Les forces évincées

Ainsi, deux ans après la révolution, les principales forces qui ont assuré le succès du mouvement révolutionnaire se trouvent évincées du pouvoir.

Le clergé s'est approprié (pour la première fois dans l'histoire de l'Iran) le pouvoir et s'appuie sur les couches démunies et la petite bourgeoisie, parmi lesquelles sont recrutés les membres du corps des gardiens de la révolution et des comités, principaux instruments de répression et d'encadrement de la population.

A partir de la situation actuelle, on peut envisager plusieurs types d'évolution :

1) Le clergé consolide son pouvoir et investit l'appareil de l'Etat : un régime populiste à tendance fascisante (rigorisme moral) s'instaure. Deux conditions sont cependant nécessaires pour la réalisation de ce scénario, à savoir, la capacité du clergé à remettre en marche l'économie d'exportation — afin de financer les classes-appui — et la possibilité de normaliser les relations extérieures du régime. Conditions qui paraissent difficilement réalisables étant donné l'état de dégradation avancée du régime ;

2) L'armée accapare le pouvoir grâce à sa nouvelle légitimité, acquise à la faveur du conflit avec l'Irak. Elle se place ainsi en arbitre de la situation, transcendant les rivalités de partis et de clans, vecteur de la réconciliation et de la reconstruction nationales. Cette alternative ne pourrait se concrétiser que si l'armée parvient à remporter une victoire décisive sur le terrain et à évincer les gardiens de la révolution. Cependant, l'absence de tradition militariste en Iran, à l'opposé des autres pays de la région, nécessiterait une « couverture » civile (éventuellement accord avec les forces libérales et appel à une figure nationaliste) ;

3) Reste l'instauration d'un régime populiste-nationaliste, issu d'une coalition regroupant les forces libérales et la gauche modérée, laïque et religieuse. La nature d'un tel régime serait radicalement différente de celle des deux précédents : neutraliste en politique extérieure et réformiste et socialisant sur le plan intérieur. Les conditions géographiques de la région, l'avènement de l'administration républicaine aux Etats-Unis, l'opposition farouche du clergé et les réticences et craintes du Bazar rendent fort probléma-

tique la réalisation de cette alternative démocratique ;

4) Quant à l'opposition en exil, il convient de distinguer les nostalgiques de l'ancien régime (militaires et politiciens déchus, savakis, intermédiaires et hommes d'affaires véreux) qui, ne disposant d'aucune assise populaire, sont condamnés à disparaître de la scène politique, des rescapés du régime khomeiniste passés à l'opposition, progressivement coupés du « front » intérieur et marginalisés par l'accélération et l'exacerbation des luttes. Quelle que soit l'alternative, elle sera déterminée par l'évolution des forces à l'intérieur même du régime.

(*) Universitaire iranien habitant en France.